

*Les subsides*

prévenaient que si les choses ne s'amélioreraient pas, elles perdraient leur ferme, leur commerce? Combien de nous peuvent dire en toute franchise que nous avons pu dire à ces gens-là que nous étions en mesure d'améliorer les conditions qui les faisaient douter de leur avenir? J'estime que peu d'entre nous pourraient aujourd'hui le reconnaître en toute honnêteté.

Le Parlement est comme les gargouilles qu'on voit un peu partout accrochées aux édifices du Parlement, aux expressions parfois grimaçantes et effrayantes à regarder, alors qu'en fait ces horribles monstres sont figés dans la pierre, incapables d'exécuter la moindre des menaces qu'on lit sur leur visage. La désuétude du Parlement se fait sentir de plus en plus fort. A moins que nous ne fassions quelque chose maintenant pour rendre au Parlement toute son importance, il est appelé à devenir de plus en plus désuet.

J'ai dit tout à l'heure que ceux d'entre nous qui avaient étudié les sciences politiques avaient appris que le Parlement était au cœur de notre régime démocratique. Si nous en avons la possibilité, il serait édifiant d'interroger les membres de l'exécutif, que ce soit des ministres du cabinet ou encore des fonctionnaires, ce qui serait peut-être plus édifiant encore, à propos de leur rôle au sein du gouvernement et de leur demander d'établir un organigramme et de s'y situer. Fort probablement, le fonctionnaire dessinerait un petit rectangle dans lequel il se placerait; au-dessus de lui, il situerait le sous-ministre et par-dessus, son ministre. A côté du ministre, se trouverait le cabinet que viendrait chapeauter le premier ministre. Relégué sur le côté, comme une excroissance maligne, se trouverait le Parlement. Loin d'être une institution centrale dans notre régime démocratique, comme semblent le croire bon nombre des partisans du gouvernement, on semble considérer le Parlement comme étant en fait une entrave et un obstacle, une institution qu'on se doit d'éviter ou de contourner. A moins que nous ne soyons disposés à changer cet état de choses, à refaire cet organigramme, à rendre au Parlement les responsabilités et les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de notre travail au nom de nos électeurs, cette institution sombrera plus profondément dans la désuétude.

Beaucoup de changements proposés aujourd'hui permettraient de rendre au Parlement de sa pertinence. Le député de London-Ouest (M. Burghardt) a fait quelques propositions dans son discours. Mon collègue, le député de Nepean-Carleton (M. Baker) en a lui aussi fait quelques-unes. D'aucuns ont suggéré que nous procédions à la refonte du système de comités et de la procédure entourant l'étude du budget, et ont fait valoir qu'il y avait lieu de lever le voile entourant cette procédure. D'autres ont proposé la refonte des règlements concernant le calendrier des travaux du Parlement, le raccourcissement des discours et peut-être même la réforme du Sénat. On pourrait indéfiniment faire des propositions pour améliorer le fonctionnement du Parlement. Pour ma part, j'ai fait une série

de propositions au nom du comité mixte permanent des Règlements et autres textes réglementaires. Notre quatrième rapport a présenté tout un ensemble de recommandations permettant d'améliorer le fonctionnement des comités parlementaires. A mon avis, la réforme la plus importante que nous pourrions faire, mais qui n'est pas mentionnée dans le cadre de la réforme parlementaire, consisterait à présenter une loi globale et énergique sur la liberté d'information afin que les députés et la population que nous représentons puissent connaître les décisions qui sont prises ainsi que la façon dont les fonds publics sont dépensés. A l'heure actuelle, on nous l'interdit. Une loi sur la liberté d'information globale et énergique contribuerait à remédier aux lacunes actuelles du système.

Si nous tenons vraiment à réformer et à rajeunir le Parlement, il y a une mesure très valable que nous pourrions prendre et qui serait un changement profond qui n'exigerait pas de modifier le Règlement. Nous n'aurions pas besoin de dépenser de grosses sommes pour embaucher davantage de personnel, réaménager nos bureaux ou améliorer les liaisons téléphoniques. Nous n'aurions pas besoin d'adopter une nouvelle loi. Il suffirait que nous changions d'attitude. Il suffirait que nous créions un climat de confiance entre les parlementaires. Il suffirait que l'exécutif accepte de partager ses pouvoirs. Il suffirait que les députés de tous les partis et la population canadienne comprennent qu'ils auraient intérêt à remettre notre institution sur la bonne voie et à tirer partie des énormes compétences, des énormes ressources humaines qui sont à la disposition du Parlement mais qui ne peuvent actuellement s'exprimer. La majorité se trouverait dans une meilleure position s'il y avait moins de hargne et d'esprit sectaire et si nous pouvions créer un climat de coopération comme c'était le cas dans les groupes de travail et comme c'est le cas au comité permanent mixte des Règlements et autres textes réglementaires. Une telle solution aiderait le gouvernement comme l'ensemble du Parlement. La tâche du gouvernement en serait facilitée si les projets de loi que nous adoptons étaient étudiés plus correctement et plus en détail et si l'on apportait les améliorations nécessaires pour parer aux éventuelles difficultés. Le gouvernement se sentirait dans une meilleure position si ses propres députés de l'arrière-ban avaient le sentiment de jouer un rôle important et qu'on ne les empêchait pas d'assumer leurs responsabilités en matière de gestion du pays et envers leurs électeurs. Cette institution servirait mieux les Canadiens en général si elle pouvait aider à adopter de meilleures lois, à mieux faire rendre des comptes à la bureaucratie, à examiner les lois déjà adoptées, à vérifier si elles remplissent toujours les fins pour lesquelles elles ont été adoptées et si elles sont toujours nécessaires. Je crois que le Parlement servirait mieux tous les Canadiens s'il pouvait agir comme lien entre les différentes régions du Canada. Voilà ce que nous pourrions accomplir si nous voulions régénérer cette institution.